



Personnels Administratifs (C, B et A)

Ouverture de travaux visant la reconnaissance de leurs missions, la valorisation de leur parcours de carrière, des revalorisations salariales...

S'agissant de la reconnaissance due aux Personnels administratifs, **l'UNSa Justice** reste cohérente et fidèle à ses revendications dans ses démarches. En fin d'année dernière, elle avait une nouvelle fois alerté sur l'urgence de faire bouger les lignes concernant les personnels corps communs du ministère de la Justice, au regard des leviers à la main de notre périmètre ministériel.

Force est de constater que durant l'année écoulée, le secrétariat général n'a ouvert aucune discussion ni travaux concernant notre demande de revalorisation pour les personnels administratifs (C, B et A).

Par conséquent, dès l'arrivée du nouveau garde des Sceaux, **l'UNSa Justice** a continué de marteler cette priorité !... En réponse, Gérald DARMANIN s'est engagé à débloquer avant la fin du semestre, auprès de la fonction publique, le projet de réforme de personnels techniques et s'agissant des personnels administratifs, il a mandaté le secrétariat général pour ouvrir des négociations avec les organisations syndicales ministérielles avec à la clé, la mise en œuvre de dispositions dès cette année et une projection pluriannuelle qu'il souhaite cranter dans les prochains projets de Loi de finances (2026 et suivants...)

C'est dans ce cadre et selon les termes de ce mandat, que le secrétariat général a convié mercredi 5 février, les organisations syndicales représentatives à cette toute première réunion engageant cette négociation de mars à juin.

L'objectif de ce premier tour de piste, aura été de lister les sujets à négocier, d'envisager les mesures pouvant être mises en œuvre dès cette année 2025 et celles à budgétisées dans le cadre du PLF 2026 et des suivants.

L'UNSa Justice a exigé une bonne fois pour toutes, que le ministère engage sans délai les travaux et discussions que nous réclamons avec force pour une véritable et légitime reconnaissance de l'ensemble des personnels administratifs.

L'UNSa Justice a réitéré ses revendications indemnitaires (*fin de la minoration à la DAP et revalorisation pour tous des dispositions de gestion de l'IFSE / CIA / PSS...*), mais aussi de promotions de C en B et de B en A avec des plans de requalification dignes de ce nom ; des dispositions pour les avancements de grades pour les 3 catégories. Il est également temps de mettre fin à l'écrtage en permettant le paiement ou la récupération des heures supplémentaires faites et en recrutant suffisamment de personnels sur la base d'organigrammes de référence dans toutes les directions en administration centrale comme en services déconcentrés.

Nous avons rappelé notre exigence de mettre en œuvre des mesures dès cette année et d'établir un programme de revalorisation pluriannuel à la hauteur de leur travail et de leur investissement. Il faut que cesse les rattrapages indemnitaires de bout de chandelle !

L'UNSa Justice a aussi mis l'accent sur les conditions de travail, la formation et les dispositifs sociaux (logement, garde d'enfants...), en rappelant par ailleurs, de ne pas oublier les agents publics contractuels.

Un calendrier va être très rapidement fixé pour les quatre prochains mois...

Maintenant, place à la négociation !

Paris, le 6 février 2025,

Le Secrétaire général,
Jean-François FORGET